

Témoignage d'un médecin humanitaire en Syrie

Claude Chami,

Médecin humanitaire en Syrie 2012-2013

Chef de Service de Chirurgie générale au Centre Hospitalier de Romorantin (Loir et Cher)

Mesdames, Messieurs,

Je suis Syrien, originaire de Damas. Médecin, arrivé en France depuis 1984. J'ai quitté la Syrie en 1981, sans jamais pouvoir y « mettre les pieds » depuis. Dès que le soulèvement populaire a vu le jour en Syrie, en mars 2011, et compte-tenu de la répression cinglante avec laquelle ce soulèvement a été contré, j'ai décidé de me rejoindre à mon peuple pour leur apporter mon aide, par ma compétence médicale, et partager avec eux une part de leur souffrance en prenant le risque d'être blessé, tué ou arrêté. Tout en sachant que la dernière éventualité est la pire des choses qui puisse m'arriver.

Je suis parti en Syrie à deux reprises, par mes propres moyens, passant par la Turquie pour gagner le Nord de la Syrie, zone libérée et contrôlée par l'armée libre. Le danger dans cette zone vient surtout du ciel, car les raids aériens et les tirs de missiles et d'artillerie constituaient un réel danger pour toute la population restant sur place.

Premier voyage en octobre 2012

Je suis parti la première fois en octobre 2012 pour retrouver mon pays, après 30 ans d'exil et de nostalgie. J'ai pu retenir mes larmes lorsque j'ai franchi la frontière, mais au moment où ma fille m'a appelé pour se rassurer de mon arrivée, on ne s'est pratiquement rien dit, les gorges étaient nouées et les larmes ont coulé. Sur place, la peur a baissé d'un cran car j'étais à égalité avec les autres, et j'ai respiré une brise de liberté. J'avais deux semaines de congés, et 10 000 € dans la poche. J'étais accompagné de deux collègues : un médecin orthopédiste et un médecin urgentiste partis pour la même cause. J'étais d'abord dans la ville de Azaz, ville frontalière avec Kylis de la Turquie ; une ville de 70 000 habitants, qui était très prospère et effervescente, en raison de sa proximité avec la Turquie qui favorisait les échanges économiques entre les deux pays. Ces marchés étaient visités et animés, par tous les Syriens qui venaient des quatre coins de la Syrie. À mon arrivée, il ne restait que 17 000 habitants. Lors de mon deuxième voyage, il n'en restait que 7 000.

Rues et routes sont difficilement praticables. Tous les services publics étaient absents. Il n'y avait plus d'écoles, plus d'hôpitaux, plus de réseaux de communication. L'électricité n'est fournie que quelques heures par jour, et l'eau 2 heures par semaine seulement, et il faisait très froid. J'ai visité tout d'abord l'hôpital public. Celui-ci était totalement hors service. Il avait été squatté par l'armée du régime, qui avait tout saboté. Tous les appareils médicaux ne fonctionnaient plus. Les fenêtres étaient sans vitre, et l'eau de la pluie rentrait à

l'intérieur, pour tout dégrader. Toutefois, j'ai eu la surprise de trouver 4 à 5 postes de dialyse, qui fonctionnaient encore entre les ruines, grâce à un infirmier spécialisé et volontaire, les fenêtres bâchées, et l'électricité fournie grâce à un groupe électrogène.

Les patients devaient acheter leurs produits nécessaires pour les dialyses, sinon ils n'avaient aucune possibilité de bénéficier de ce service. Ainsi, on peut imaginer que très peu de patients ont les moyens d'acheter les produits nécessaires, car il s'agit d'une population démunie, pauvre et malade à la fois. J'ai vu des patients dans un état pitoyable qui venaient pour se faire dialyser, et qui n'avaient pas les moyens d'acheter les produits nécessaires. Ils étaient en état de mort programmée. J'ai fait don de 5 000 €, tout en sachant que ce n'est qu'une goutte dans un océan !

L'infirmière responsable du service m'a raconté que ce service assurait auparavant des dialyses de 70 patients, au rythme de deux séances par semaine et par patient. Il ne restait que 17 patients qui pouvaient encore bénéficier d'une seule séance de dialyse par semaine.

Lorsque j'y suis retourné lors de mon deuxième voyage, l'hôpital était totalement rasé.

Ensuite, j'ai visité l'unique Centre de Soins, clandestin, dans cette ville. C'était un Dispensaire aménagé en hôpital avec une capacité de 8 lits, équipé d'un Bloc opératoire constitué d'une seule salle aménagée dans le sous-sol, le tout alimenté par un groupe électrogène qui tombait souvent en panne. Cet établissement traitait peu de blessés. La plupart du recrutement relève de la Chirurgie traditionnelle. Le seul chirurgien oeuvrant sur place travaillait jour et nuit, sans relâche. Il m'a demandé de le remplacer quelques jours afin qu'il puisse reprendre son souffle. Je suis donc resté quelques jours, faisant la chirurgie à froid (vésicule, hernie, appendicite, césarienne, etc.).

Ensuite, j'ai pris la direction d'Alep avec un guide sur lequel je mettais tous mes espoirs car la moindre erreur de chemin serait fatale. Alep est la deuxième ville en Syrie (5 à 6 millions d'habitants) sous le feu, jour et nuit. Dans ses quartiers libérés, quelques hôpitaux clandestins ont été aménagés. Aucune présence de l'ONG étrangère à Alep. Le premier hôpital que j'ai visité s'appelait Dar-Elchifa dans un quartier populaire et pauvre. Hôpital constitué de plusieurs étages, dont 3 à 4 sont détruits.

Dès que je suis entré dans le service des Urgences, je me suis senti oppressé. Les lieux étaient sombres, sales, pleins de sang. Les blessés affluaient en permanence. Personne n'a remarqué mon arrivée. Je gênais plus qu'autre chose, toutefois j'ai pu « arracher » quelques minutes de conversations avec le responsable pour lui proposer mes services. Il m'a fait visiter la salle d'opération qui se trouve de l'autre côté de la rue, dans un petit bâtiment banalisé. Même scénario : petite salle, faible éclairage, manque criant de propreté et d'asepsie. En somme, tout ce qu'il faut pour décourager les plus audacieux.

J'ai appris, a posteriori, que cet hôpital a été totalement détruit un mois après mon départ. Il y a eu beaucoup de victimes dans le personnel soignant, au moins une trentaine qui ont péri sous les décombres.

J'ai demandé à mon guide de me faire visiter un autre hôpital. Nous sommes allés voir une ancienne clinique, qui était très réputée, à trois kilomètres environ de l'autre. Là, j'ai déposé mes valises, car les conditions de travail étaient meilleures. Dans la zone où cette clinique se trouve les bombardements sont le « pain quotidien ».

Avant de me mettre en tenue de travail, on m'a invité à prendre une tasse de thé.

Nous étions dans le bureau de la direction. Soudainement, l'immeuble a tremblé, avec un bruit de déflagration assourdissant. Plusieurs vitres sont tombées en éclats sur nous. Il y a eu quelques blessures légères. Dix minutes plus tard, les blessés sont arrivés. Spectacle d'horreur et de désolation : des blessés par dizaines, de tout âge, d'hommes et de femmes, avec quelques morts. J'ai été très touché par un père qui embrassait son enfant décédé, âgé de 14 à 16 ans, brûlé et couvert de poussières et de sang. À chaque fois que le personnel des urgences

l'enveloppait dans un drap pour l'évacuer, son père découvrait le visage de son enfant pour l'embrasser. Il était très digne, et il pleurait en silence.

Par ailleurs, j'ai été agréablement surpris par la rapidité et l'efficacité à gérer le flux des patients, et le dispatching. Les personnes décédées sont rapidement confiées à leurs proches, qui les enterrent au plus vite. Les personnes décédées, d'identité inconnue, sont enveloppées dans un drap blanc et mis au bord de la rue, en face de l'hôpital, pour que les familles puissent passer pour les identifier.

La première nuit, trois obus sont tombés à proximité de cet hôpital, dans un périmètre de 200 mètres. À chaque explosion, les blessés affluaient quelques minutes plus tard, avec des lésions graves et multiples, de quoi désorganiser les hôpitaux les mieux équipés du monde.

15 jours passés, je suis parti avec l'intention de revenir dès que possible.

Deuxième voyage en mars 2013

Mon deuxième voyage a eu lieu en mars 2013.

Je suis parti directement à Alep pour travailler dans un hôpital clandestin, qui ne fonctionnait que depuis trois semaines, situé dans un quartier bombardé sans relâche. On entendait les tirs, les explosions jour et nuit. Toutes les fenêtres étaient occluses, notamment la nuit. Il faisait très froid. Il n'y avait aucun moyen de se chauffer. Nous n'avions pas le droit de sortir, ni de filmer. La plupart des blessés venaient d'une zone dans un périmètre de deux à trois kilomètres. Les deux-tiers des blessés étaient victimes des bombardements et l'autre tiers victime de tirs de snipers. Nous avons passé des nuits

difficiles, dormant tout habillé passeport et papiers dans la poche, chaussures aux pieds par crainte que l'hôpital soit bombardée ou que l'armée du régime passe à une contre-attaque.

L'équipement de cet hôpital était relativement correct, notamment pour ce qui concerne la chirurgie abdominale et thoracique. Il était très restreint pour la traumatologie. Par ailleurs, les lésions neurologiques et maxillo-faciales étaient transférées, si possible, vers la Turquie. Il n'y avait pas d'ambulance. Un agent du personnel a mis son véhicule au service de l'hôpital pour transférer les blessés, ainsi je leur ai proposé mon aide, en leur faisant don de 8 000 € avec lesquels ils ont pu acheter un fourgon qu'ils ont aménagé en ambulance, et une petite camionnette pour le transport.

Le premier blessé que j'ai soigné dans cet hôpital m'a beaucoup encouragé à poursuivre ma mission, avec enthousiasme. C'était un homme victime d'un tir de sniper. La balle était rentrée en basi-thoracique droit, et sortie par le flanc gauche. Il était en état de choc hémorragique. Vu les moyens modestes, et l'absence d'anesthésiste, car l'anesthésie était assurée par des infirmiers anesthésistes, et l'absence de stock du sang, j'étais persuadé que ce patient était perdu. J'ai donc commencé à l'opérer, avec très peu d'espoir me disant que même s'il survivait à l'hémorragie, il allait mourir de complications post-opératoires de toute sorte. Au cours de l'intervention, j'ai constaté que l'infirmière anesthésiste contrôlait l'hémorragie, lui passant 7 à 8 poches de sang. L'intervention a duré pas loin de 4 heures ; il y avait beaucoup de dégâts intra-abdominaux : plaie du diaphragme, du foie, de l'intestin, du colon. J'ai pu tout réparer. Le lendemain, j'avoue que je n'avais pas le courage d'aller le voir car je m'attendais au pire des complications. Bref, ce patient, contrairement à toute attente, a repris son transit intestinal à J2 malgré les 4 sutures intestinales et la péritonite. A J4, il se promenait en dehors de l'hôpital.

Cette expérience m'a appris que mon devoir était de tout faire pour sauver une vie. Le résultat ne dépendait pas de moi.

15 jours plus tard, j'ai quitté la Syrie, et j'avais un sentiment d'hypocrisie ou de trahison, car je les ai laissés à leur triste sort, alors que moi-même j'allais retrouver mon confort qui n'a rien de comparable au leur.

J'y retournerai prochainement fin juillet 2013 pour une mission de trois semaines.

Dr Claude Chami

Troisième voyage juillet-août 2013

Message envoyé de Claude Chami à Dominique Kerouedan le 2 août 2013 :

Chère collègue,

Je suis actuellement en Syrie, je viens de commencer ma mission qui s'annonce dure (beaucoup de travail, beaucoup de souffrance, beaucoup de misère et peu de sécurité) j'espère la finir sans trop de dégâts physique ou moral. À suivre.